

# Des fonctionnements locaux du marché du travail souvent distincts de celui de l'ensemble de la région

Anh Van Lu, Insee

Ces cinquante dernières années, l'emploi fluctue dans l'ensemble du Grand Est au gré de grands cycles économiques (figure 1). Sur la période intercensitaire 1968-1975, il augmente en moyenne de 0,5 % par an. Cette période correspond à la fin des Trente Glorieuses, années de reconstruction d'après-guerre où la croissance économique a été particulièrement favorable. À ce cycle succède un fort ralentissement, contrecoup des deux chocs pétroliers de 1975 et de 1980. L'emploi de la région se stabilise : + 0,1 % entre 1975 et 1982 et - 0,1 % entre 1982 et 1990.

Il s'ensuit une période de reprise jusqu'en 2007, ponctuée de ralentissements nationaux de moindre ampleur : Guerre du Golfe (1991-1993) et éclatement de la bulle internet (2001-2003). La variation annuelle de l'emploi s'établit à 0,4 % sur 1990-1999, pour atteindre son plus haut niveau entre 1999 et 2006 (+ 0,9 %). Avec la crise économique de 2008-2009, elle passe à - 0,3 % par an entre 2007 et 2012, la plus défavorable des six périodes intercensitaires depuis 1968.

Le chômage est en constante augmentation depuis cinquante ans dans la région. Durant les périodes de conjoncture économique favorable, les augmentations du nombre d'actifs au chômage équivaldraient à des diminutions de 0,1 à 0,3 point de taux de variation de l'emploi si les autres composantes de l'équilibre (population active, mobilités) demeuraient stables. La hausse du chômage est plus marquée durant la période de ralentissement économique de 1975-1982 (+ 1,0 point) que celle de 2007-2012 (+ 0,5 point).

Depuis 1968, les ressources en main-d'œuvre du Grand Est se sont accrues plus rapidement que les besoins des entreprises, conduisant à la hausse du chômage. La progression du nombre d'actifs résidents de la région est plus élevée que celle de l'emploi, quelle que soit la période intercensitaire. Sur 1968-1982 et 1999-2006, une

progression de l'emploi de 1,0 % par an aurait été nécessaire pour absorber l'accroissement de main-d'œuvre. Sur les autres périodes où l'activité économique est ralentie, la hausse du nombre d'actifs est deux fois moindre mais demeure supérieure à celle de l'emploi.

Les ressources et les demandes extérieures au territoire sur le marché du travail dans le Grand Est, par le biais de déplacements entre lieu de domicile et lieu de travail, permettent à la région de trouver des débouchés à une partie de son excédent de main-d'œuvre. Elles demeurent relativement stables entre 1968 et 2012, réduisant l'écart entre l'évolution de la population active et celle de l'emploi de 0,1 à 0,2 point de croissance d'emploi.

## Moindre renouvellement des générations sur le marché du travail, mais une plus forte propension à la vie active

Les dynamiques des ressources en main-d'œuvre dépendent moins de la conjoncture économique que de phénomènes sociodémographiques. L'augmentation du nombre d'actifs du Grand Est ces 50 dernières années provient de deux phénomènes qui se compensent (figure 2).

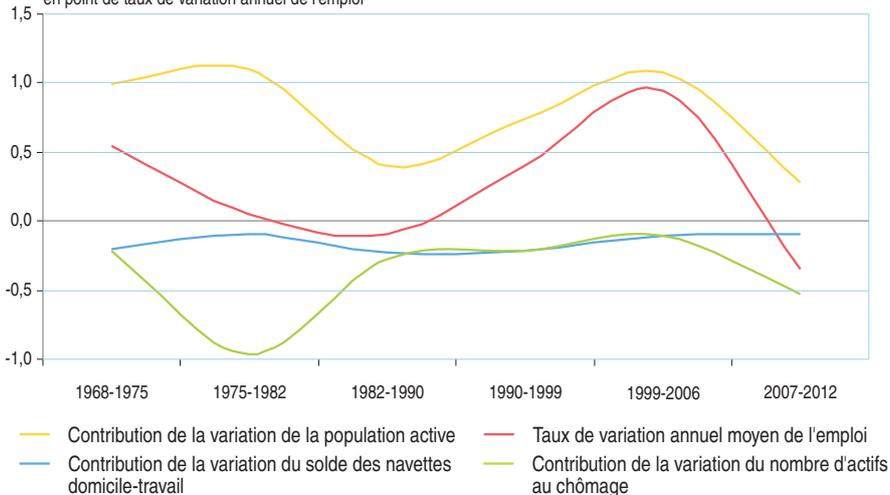
L'effet démographique, soit la différence entre les générations entrant dans la vie active et celles qui en sortent, diminue au fur et à mesure des périodes intercensitaires. Il représente l'équivalent d'une croissance de l'emploi de + 1,4 point par an sur 1968-1975, et trois fois moins sur 1999-2006

### 1 L'emploi suit les cycles économiques, au contraire des autres composantes de l'équilibre du marché du travail

Équilibre du marché du travail dans le Grand Est par période intercensitaire de 1968 à 2012

#### Approche « marché du travail »

en point de taux de variation annuel de l'emploi



Lecture : entre 2007 et 2012, le nombre d'emplois situés dans le Grand Est a diminué de 0,3 point par an. Sur la même période, le nombre de chômeurs dans la région a augmenté plus fortement, une hausse qui correspondrait à - 0,5 point de taux de variation de l'emploi. L'augmentation plus forte du nombre de chômeurs est liée à la hausse de la population active vivant sur le territoire (+ 0,2 point), en partie compensée par une dégradation du solde des navettes domicile-travail entre la région et le reste du monde (- 0,1 point).

Sources : Insee, recensements de la population, Omphale 2010 - quotients de survie de l'INED.

(+ 0,5 point). Entre 2007 et 2012, pour la première fois depuis 50 ans, les générations arrivant sur le marché du travail sont moins nombreuses que celles qui le quittent : l'emploi diminuerait de 0,2 point du seul fait de l'effet démographique.

À l'inverse, l'effet *taux d'activité*, soit la propulsion de la population à participer à la vie active, augmente progressivement avec le temps. Il passe de l'équivalent de - 0,3 point de variation de l'emploi entre 1968 et 1975 à + 0,9 point entre 2007 et 2012. Ce phénomène connaît cependant des inflexions entre 1982 et 1990 et entre 2007 et 2012, où l'augmentation de la population active est plus faible.

L'effet *lié aux migrations résidentielles* n'a que peu d'influence sur la dynamique de la population active entre 1968 et 1975. Depuis cette date, la région perd plus d'actifs qu'elle n'en gagne au jeu des migrations résidentielles, représentant entre - 0,4 et - 0,7 point de variation de l'emploi suivant la période considérée.

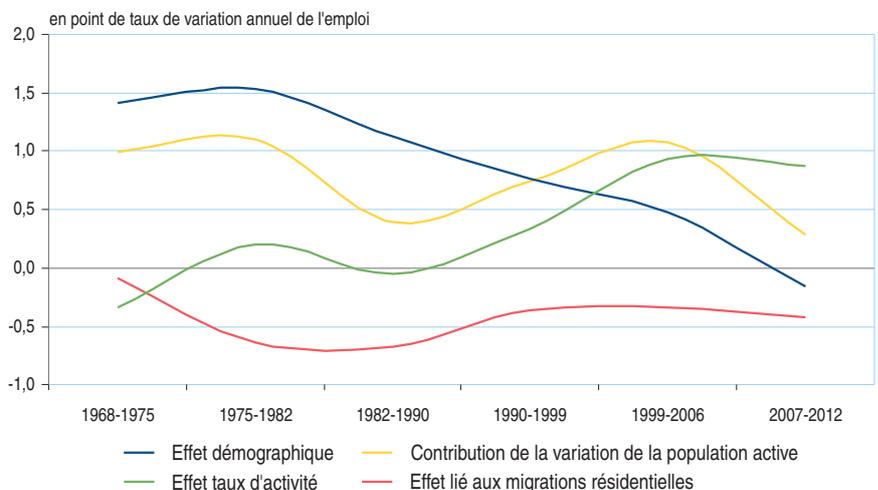
### Le rôle des mobilités différencie les zones d'emploi

Les mécanismes de l'équilibrage du marché du travail sont fortement différenciés à l'échelle infrarégionale. Les dynamiques d'emploi sont très hétérogènes selon les zones d'emploi. Au moins un quart d'entre elles connaissent une hausse de l'emploi et au moins un autre quart se trouve dans la situation opposée, sur toutes les périodes à l'exception de 1999-2006 (*figure 3*). Les évolutions d'emploi demeurent toutefois liées aux grands cycles économiques.

Le taux de variation de l'emploi lors des ralentissements économiques de 1975-1982 et de 1982-1990 atteint respectivement - 3,6 % et - 3,7 % contre - 2,5 % sur la période plus favorable de 1968-1975 pour la zone d'emploi ayant l'évolution la plus négative. Il en est de même pour la période de crise de 2007-2012 (- 1,5 %) comparée à la période 1999-2006 (- 0,2 %). L'influence des cycles économiques sur l'évolution de l'emploi local se retrouve de manière similaire pour toutes les zones d'emploi : zone d'emploi ayant l'évolution d'emploi la plus favorable, zone d'emploi en situation médiane...

## 2 Effet démographique et variation des taux d'activité se compensent

Équilibrage du marché du travail dans le Grand Est par période intercensitaire de 1968 à 2012  
Approche « sociodémographique »



Lecture : la variation de la population active est liée à trois effets selon l'approche sociodémographique. Les taux d'activité tendent à augmenter (+ 0,9 point de croissance de l'emploi), alors que le vieillissement de la population conduit à un effet *démographique* négatif (- 0,2 point). Le Grand Est perd le plus d'actifs au jeu des migrations résidentielles avec le reste du monde (- 0,4 point). Sources : Insee, recensements de la population, Omphale 2010 - quotients de survie de l'INED.

Les disparités d'évolution de l'emploi dans les territoires depuis 1968 contrastent avec la relative homogénéité de leurs tendances sociodémographiques. Les écarts entre zones d'emploi du Grand Est concernant la variation des actifs au chômage, l'effet démographique et l'effet taux d'activité sont nettement moindres que pour l'emploi.

Cette apparente contradiction résulte d'une forte amplitude dans les dynamiques de mobilités, résidentielles ou de déplacements domicile-travail, suivant le territoire et la période. La variation du solde des navettes domicile-travail évolue ainsi de - 2,8 à + 0,6 point de variation d'emploi selon la zone d'emploi et la période considérée, alors qu'elle est quasiment stable entre 1968 et 2012 au niveau régional.

De même, l'effet lié aux migrations résidentielles varie entre - 3,5 et + 1,4 points d'évolution de l'emploi, pour une variation comprise entre - 0,7 et - 0,1 point pour l'ensemble de la région.

Au sein du Grand Est, certains territoires tendent à s'écarter des tendances régionales (*figures 4a et 4b*). Ces cinquante dernières années, les zones d'emploi de Strasbourg et ses environs (Haguenau, Molsheim-Obernai, Saverne), ainsi que certaines zones frontalières à l'Allemagne (Forbach, Sarreguemines) et à la Suisse (Saint-Louis), ont

connu au moins une période de conjoncture plus favorable que dans l'ensemble du Grand Est. Le taux de croissance annuel de l'emploi y est supérieur de plus de 1,0 point à la moyenne régionale.

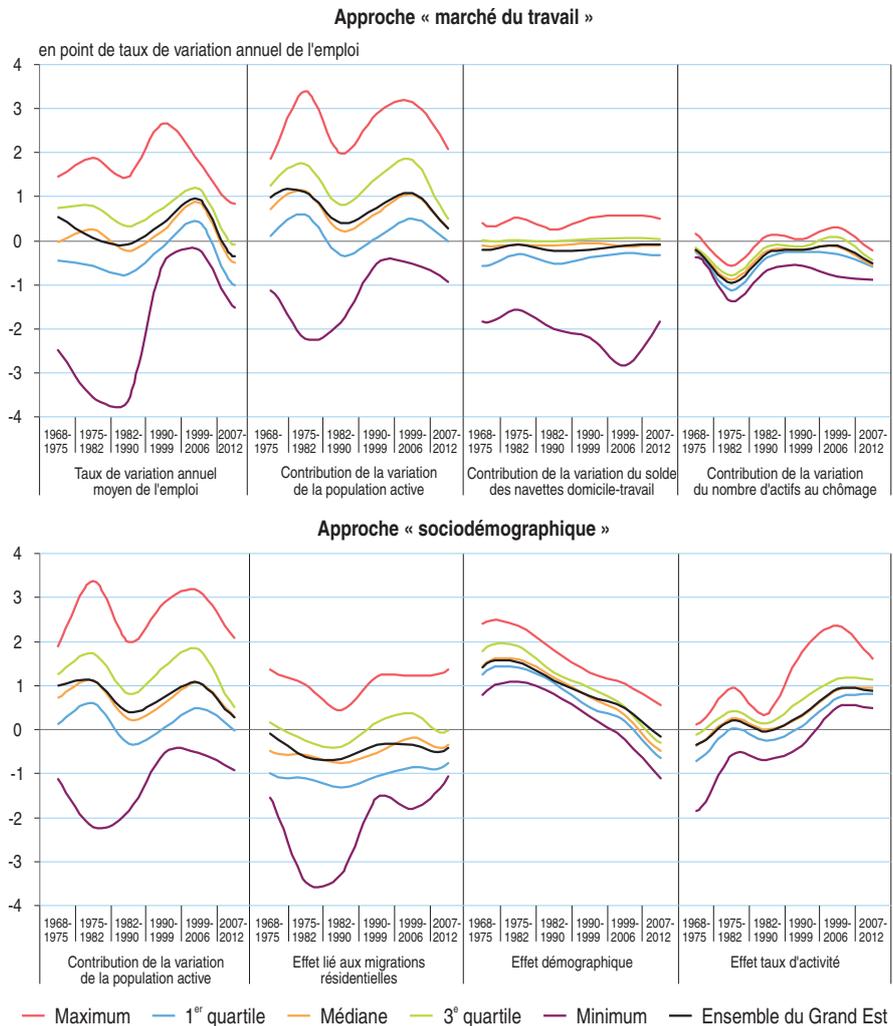
À l'inverse, la moitié des zones d'emploi ont connu au moins une période nettement plus défavorable qu'en moyenne régionale. Elles se concentrent autour de Nancy et dans les départements les moins densément peuplés : Ardennes, Haute-Marne, Meuse, Vosges. Elles incluent également certaines zones aux évolutions nettement plus favorables : Forbach et Saverne. Entre 1968 et 2012, les dynamiques économiques des territoires frontaliers et ceux proches de Strasbourg sont beaucoup plus volatiles.

Toutes ces zones d'emploi se retrouvent parmi celles ayant les plus forts écarts avec le niveau régional en termes de mobilités. Les écarts concernant les déplacements domicile-travail se concentrent sur les zones frontalières (Longwy, Thionville, Wissembourg, Saint-Louis, Forbach), ainsi qu'à Lunéville et Commercy, autour de Nancy. Ceux concernant les migrations résidentielles touchent également les zones frontalières, ainsi que celles autour de Strasbourg et les départements les moins densément peuplés du Grand Est.

L'effet *taux d'activité* lié aux mobilités engendre des écarts notables entre certaines zones et le niveau régional. La dynamique d'évolution des taux d'activité des zones d'emploi frontalières lorraines (Longwy, Sarreguemines Thionville) est nettement plus favorable qu'en moyenne régionale sur au moins une période intercensitaire depuis 1968. Dans le même temps, la plupart des zones d'emploi du Bas-Rhin (Haguenau, Molsheim-Obernai, Saverne, Sélestat, Wissembourg) connaissent au moins une période où l'effet taux d'activité est nettement moins fort qu'à l'échelon régional. ■

### 3 Navettes domicile-travail et migrations résidentielles contribuent aux variations de l'emploi infrarégional

Indicateurs de distribution de l'équilibre du marché du travail dans les zones d'emploi du Grand Est par période intercensitaire de 1968 à 2012



Lecture : entre 1968 et 1975, les zones d'emploi du Grand Est ont un taux de variation annuel de l'emploi compris entre - 2,5 points (minimum) et + 1,5 point (maximum). Un quart des zones a un taux inférieur à - 0,4 point (1<sup>er</sup> quartile) et un quart un taux supérieur à 0,7 point (3<sup>e</sup> quartile). Pour la moitié des zones d'emploi, le taux de variation est inférieur à 0 point (médiane).

Sources : Insee, recensements de la population, Omphale 2010 - quotients de survie de l'INED.

**4a Les écarts avec la situation régionale globale se concentrent sur certaines zones d'emploi**

Écart entre les zones d'emploi du Grand Est et la moyenne régionale, pour chaque composante d'équilibrage du marché du travail, sur les six périodes intercensitaires entre 1968 et 2012

## Approche « marché du travail »

en point de taux de variation annuel de l'emploi

	Taux de croissance annuel moyen de l'emploi		Contribution de la variation du nombre d'actifs au chômage		Contribution de la variation de la population active		Contribution de la variation du solde des navettes domicile-travail	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Charleville-Mézières	-1,4	0,3	-0,3	0,4	-1,1	0,3	-0,1	0,2
Troyes	-0,7	-0,1	-0,2	0,2	-0,8	-0,2	-0,1	0,2
Châlons-en-Champagne	-0,3	0,7	0,0	0,3	-0,7	0,5	0,0	0,3
Épernay	-0,5	0,6	0,0	0,2	-0,8	0,2	-0,2	0,6
Reims	0,0	0,9	-0,2	0,3	-0,2	0,9	0,1	0,4
Chaumont - Langres	-1,2	0,3	0,0	0,3	-1,4	0,0	0,1	0,3
Vitry-le-François - Saint-Dizier	-1,1	0,2	-0,2	0,4	-1,6	-0,1	-0,1	0,4
Longwy	-3,6	-0,6	-0,4	0,4	-3,3	2,1	-2,7	0,0
Lunéville	-1,2	0,1	-0,4	0,3	-1,3	0,0	-1,2	0,5
Nancy	-0,2	0,5	0,0	0,2	-0,4	0,3	0,0	0,3
Bar-le-Duc	-1,1	0,7	0,0	0,3	-1,2	0,3	-0,3	0,3
Commercy	-1,3	0,0	-0,1	0,1	-1,4	0,7	-1,1	0,1
Verdun	-1,4	0,5	-0,4	0,4	-1,0	0,4	-0,1	0,3
Metz	-0,7	0,9	-0,2	0,1	-0,3	0,6	-0,4	0,4
Forbach	-1,1	1,3	-0,3	0,1	-0,6	0,7	-1,0	0,6
Sarrebourg	-0,7	0,5	0,0	0,2	-0,5	0,4	-0,3	0,1
Sarreguemines	-0,8	2,3	-0,2	0,1	-0,3	1,7	-0,6	0,7
Thionville	-2,1	0,1	-0,4	0,2	-1,7	1,4	-1,7	0,0
Épinal	-0,7	0,1	-0,2	0,2	-0,9	-0,1	-0,2	0,3
Remiremont	-1,0	-0,2	-0,1	0,2	-1,3	-0,4	0,1	0,5
Saint-Dié-des-Vosges	-1,0	-0,2	-0,3	0,0	-1,0	-0,3	-0,3	0,3
Neufchâteau	-1,1	-0,3	-0,1	0,2	-1,3	-0,3	-0,1	0,5
Haguenau	-0,6	1,8	-0,3	0,2	0,2	2,3	-0,8	0,6
Molsheim - Obernai	-0,8	1,5	-0,1	0,2	-0,1	1,7	-0,6	0,0
Saverne	-1,5	1,2	-0,2	0,3	-2,1	1,1	-0,4	0,6
Sélestat	-2,3	0,8	-0,4	0,3	-1,8	1,3	-0,6	-0,1
Strasbourg	0,3	1,1	-0,2	0,2	-0,1	0,7	0,2	0,7
Wissembourg	-3,0	0,9	-0,3	0,4	-1,3	2,1	-1,6	0,0
Colmar	-0,1	0,8	-0,2	0,2	-0,1	0,5	-0,1	0,3
Mulhouse	-0,3	0,7	-0,4	0,2	-0,1	0,8	-0,2	0,2
Saint-Louis	-0,9	1,2	-0,7	0,4	0,7	2,1	-1,5	0,2

Lecture : sur les six périodes intercensitaires entre 1968 et 2012, le taux de variation annuel moyen de l'emploi dans la zone d'emploi de Charleville-Mézières a été jusqu'à 1,4 point plus faible qu'au niveau régional (période 1975-1982) et jusqu'à 0,3 point plus élevé (période 1968-1975).

Sources : Insee, recensements de la population, Omphale 2010 - quotients de survie de l'INED.

**4b** Les écarts avec la situation régionale globale se concentrent sur certaines zones d'emploi

Écart entre les zones d'emploi du Grand Est et la moyenne régionale, pour chaque composante d'équilibrage du marché du travail, sur les six périodes intercensitaires entre 1968 et 2012

## Approche « sociodémographique »

en point de taux de variation annuel de l'emploi

	Contribution de la variation de la population active		Effet démographique		Effet taux d'activité		Effet lié aux migrations résidentielles	
	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum	Minimum	Maximum
Charleville-Mézières	-1,1	0,3	-0,2	0,4	-0,5	0,4	-1,0	-0,4
Troyes	-0,8	-0,2	-0,5	-0,1	-0,7	-0,1	0,0	0,5
Châlons-en-Champagne	-0,7	0,5	-0,2	0,3	-0,3	0,2	-0,6	0,5
Épernay	-0,8	0,2	-0,5	-0,2	-0,5	0,2	-0,3	0,4
Reims	-0,2	0,9	-0,1	0,6	-0,5	0,2	-0,8	0,7
Chaumont - Langres	-1,4	0,0	-0,6	0,0	-0,3	0,1	-1,3	0,1
Vitry-le-François - Saint-Dizier	-1,6	-0,1	-0,5	0,5	-0,3	0,3	-1,5	-0,4
Longwy	-3,3	2,1	-1,0	0,6	-0,8	1,4	-2,8	1,6
Lunéville	-1,3	0,0	-0,2	0,6	-0,4	0,0	-1,2	0,4
Nancy	-0,4	0,3	-0,2	0,7	-0,3	0,2	-0,6	0,3
Bar-le-Duc	-1,2	0,3	-0,7	0,2	-0,3	0,1	-1,1	0,3
Commercy	-1,4	0,7	-0,3	0,4	-0,7	0,5	-1,5	0,4
Verdun	-1,0	0,4	-0,3	0,3	-0,2	0,3	-1,3	0,3
Metz	-0,3	0,6	-0,1	0,2	-0,1	0,4	-0,4	0,2
Forbach	-0,6	0,7	-0,5	1,0	0,1	0,9	-1,2	0,1
Sarrebourog	-0,5	0,4	-0,4	0,1	0,0	0,4	-0,5	0,4
Sarreguemines	-0,3	1,7	-0,7	0,8	-0,6	1,4	-0,6	0,5
Thionville	-1,7	1,4	-0,3	0,5	-0,3	1,4	-1,8	1,3
Épinal	-0,9	-0,1	-0,3	0,1	-0,4	0,3	-0,4	0,2
Remiremont	-1,3	-0,4	-0,7	0,1	-0,5	0,1	-0,7	-0,1
Saint-Dié-des-Vosges	-1,0	-0,3	-0,5	-0,1	-0,5	0,1	-0,6	0,0
Neufchâteau	-1,3	-0,3	-0,9	0,1	-0,4	0,2	-1,0	-0,2
Haguenau	0,2	2,3	-0,3	0,8	-1,0	0,7	0,3	1,2
Molsheim - Obernai	-0,1	1,7	-0,4	0,5	-0,9	0,4	0,8	1,4
Saverne	-2,1	1,1	-0,3	0,0	-1,5	0,4	-0,6	0,8
Sélestat	-1,8	1,3	-0,3	0,5	-1,3	0,6	-0,9	1,6
Strasbourg	-0,1	0,7	-0,6	0,6	-0,4	0,2	-0,3	0,8
Wissembourog	-1,3	2,1	-0,4	0,7	-1,5	0,9	-0,3	1,6
Colmar	-0,1	0,5	-0,4	-0,1	-0,5	0,1	0,3	0,9
Mulhouse	-0,1	0,8	-0,3	0,0	-0,2	0,3	0,1	1,1
Saint-Louis	0,7	2,1	-0,7	0,1	-0,8	0,6	1,1	1,8

Lecture : sur les six périodes intercensitaires entre 1968 et 2012, la contribution de la variation de la population active dans la zone d'emploi de Charleville-Mézières a été jusqu'à 1,1 point plus faible qu'au niveau régional (période 1975-1982) et jusqu'à 0,3 point plus élevé (période 1968-1975).

Sources : Insee, recensements de la population, Omphale 2010 - quotients de survie de l'INED.